

22 octobre 1998, Québec

Allocution devant les étudiants de l'Université Laval

Mes amis,

L'élection qui aura lieu d'ici quelques semaines, ce sera l'élection de la jeunesse québécoise. Ce sera votre élection. Et si j'ai tenu à vous parler aujourd'hui, c'est pour vous dire à vous, et à toute la jeunesse québécoise, que vous devrez faire entendre votre voix, aux urnes, comme jamais auparavant.

Parce que le choix électoral, cette fois-ci, ce n'est pas seulement entre deux chefs, ce n'est pas seulement entre deux partis. Le choix, il est entre deux visions du Québec, entre deux façons de voir la société, entre deux façons de concevoir ce que nous sommes et ce que nous voulons être. Le gouvernement qui sera élu cet automne donnera le ton de ce que sera le Québec pour la nouvelle décennie. Ce gouvernement va imprimer un mouvement qui va définir la société dans laquelle vous allez vivre, vous, la jeunesse du Québec. Alors, quel est ce choix, et pourquoi est-il si crucial? Parce que c'est un choix entre, d'une part, la prise en main de nos affaires sociales, économiques et politiques que nous proposons et, d'autre part, le laisser-aller, l'abandon aux forces du marché, l'adoption d'un modèle néolibéral que nos adversaires libéraux préconisent.

Nous, du Parti québécois, proposons de continuer à construire le modèle québécois, celui de la concertation pour l'emploi, celui de la solidarité et de la justice sociale, celui du refus des déficits et de l'endettement des jeunes. Le modèle québécois, c'est aussi celui de l'aide aux jeunes couples, grâce au régime de garderies le plus étendu et le plus abordable en Amérique du Nord – un régime que les libéraux veulent mettre en péril. Le modèle québécois, c'est l'équité salariale pour les travailleuses, avec une des lois les plus progressistes au monde – alors qu'en Ontario, ce paradis selon les libéraux, la droite au pouvoir a démantelé la loi ontarienne sur l'équité salariale. Le modèle québécois, c'est la perception automatique des pensions alimentaires, pour assurer la stabilité de revenu des familles monoparentales – une mesure que les libéraux avaient refusé d'adopter quand ils étaient au pouvoir. Notre modèle, c'est aussi la clause d'appauvrissement zéro pour garantir le revenu de nos concitoyens qui n'ont pas la capacité d'accéder au marché du travail – et je vais vous dire un secret: l'appauvrissement zéro, ça n'existe pas dans l'Ontario qui est le modèle de Jean Charest. C'est vrai que chez nous, on fait les choses différemment. C'est vrai qu'au Québec, on ne prend pas les mêmes décisions qu'en Ontario ou que dans l'État de New York.

Par exemple, chez nous, on pense que les études supérieures doivent être aussi accessibles que possible. C'est un choix de société. C'est notre façon d'investir dans la jeunesse. Alors chez nous, on a les frais de scolarité les moins élevés en Amérique du Nord. Depuis quatre ans, on ne les a pas augmentés. Et je peux vous le dire aujourd'hui, si mon gouvernement est réélu, on ne va pas les augmenter non plus pendant notre prochain mandat. Mais dans le modèle Harris, le modèle du chacun pour soi et de la loi du marché, c'est le contraire. Non seulement les frais de scolarité y sont au moins deux fois plus élevés que chez nous, mais le maître à penser de Jean Charest vient de donner la permission aux universités de les augmenter autant qu'elles veulent. Comme ils disent: Sky is the limit! Monsieur Harris a officiellement donné son appui, samedi dernier, à Jean Charest. Il sait qu'il a un bon élève.

Lors de leur dernier passage au pouvoir, les libéraux du Québec s'en étaient donné à cœur joie et avaient triplé les frais de scolarité. Cette fois-ci, ils promettent, pour commencer, de les augmenter au niveau de l'inflation. On voit bien dans quelle direction le vent de droite et l'exemple de l'Ontario vont les mener, si par malheur ils revenaient au pouvoir. Alors on nous dit: oui, c'est peut-être vrai que le Québec est plus social-démocrate que l'Ontario, plus solidaire que l'Alberta, plus convivial que les États-Unis. Oui, c'est vrai. Mais ça coûte trop cher! Ça nuit à l'économie! Dans les officines libérales, les argentiers libéraux qui conseillent Jean Charest lui disent ça: la solidarité, ça nuit. La compassion, c'est mauvais pour la croissance. Il faut démanteler tout ça, il faut dégraisser tout ça. Il faut, selon eux, que le Québec devienne l'Ontario de Mike Harris. C'est ça leur programme.

Mais prenons-les au mot, et regardons les chiffres et les faits. Regardons les statistiques d'emploi. C'est le fond de l'affaire, la création d'emplois – combien de nos concitoyens sont au travail, plutôt qu'au chômage? Pendant notre mandat, notre gouvernement a appliqué une politique équilibrée, menant de front le combat pour la solidarité sociale et pour la compétitivité économique. Avec quels résultats? Comparée au Canada, nous affichons la meilleure performance d'un gouvernement québécois en 13 ans pour la création d'emplois – meilleure que Robert Bourassa, meilleure que Daniel Johnson. Nous avons créé 180 000 emplois de plus qu'eux, et avons fait en sorte que 110 000 prestataires sortent de l'aide sociale, sortent du piège de la dépendance. Le chômage est encore trop élevé, et beaucoup trop élevé chez les jeunes, mais le chômage des jeunes a baissé et, seulement cette année, la moitié des 56000 nouveaux emplois créés sont allés à des jeunes.

En plus, en trois ans, le nombre de jeunes à l'aide sociale a chuté de 20 %. Nous sommes sur la bonne voie. Les libéraux, eux, dans leur dernier mandat, avec leur approche de droite, – moins à droite que celle de Jean Charest, mais de droite tout de même – avaient réussi quoi? Ils avaient réussi à ne créer aucun emploi en cinq ans. C'était l'emploi zéro. Et 0 % des 200 000 emplois qui se créaient alors au Canada. Comparée à l'Ontario et au reste du Canada, c'était la pire performance d'un gouvernement québécois en 50 ans. En fait, la pire depuis qu'on a des statistiques. L'investissement privé croît, cette année, après quatre ans de gouvernement du Parti québécois, presque deux fois plus vite au Québec qu'au Canada. Alors juste sur l'économie, sans parler de la solidarité et des valeurs sociales, ce que Jean Charest nous propose c'est de rompre avec une politique qui crée plus d'emplois que la sienne.

Parce que le Québec a développé une façon spécifique de faire les choses, parce que nous avons une politique active de développement économique, nous nous classons maintenant parmi les meilleurs au monde dans beaucoup de secteurs: le multimédia et les technologies de l'information, la biotechnologie, la pharmaceutique, l'aérospatiale, l'ingénierie et plusieurs autres.

Le Québec est en train de devenir, sous nos yeux, un des carrefours internationaux de la modernité, de l'économie et de la société du savoir. Ce n'est pas arrivé par hasard. C'est parce que nous l'avons voulu, ensemble, et que nous avons pris des moyens pour y parvenir. Ceux qui préfèrent le modèle Harris disent: non. Il faut arrêter ça. Il faut démanteler les instruments économiques des Québécois. Par exemple, en ce moment, la Société générale de financement va trouver des grands investisseurs dans le monde, les emmène au Québec, et elle nous fait faire des profits à chacun d'entre nous – parce que les actionnaires, c'est

chaque personne au Québec. C'est entre autres l'argent des profits de la SGF qu'on peut investir dans l'éducation, dans la santé, dans les garderies à 5 \$. Dans le Plan Harris-Charest, ils arrêtent tout ça: ils démantèlent, ils dégraissent, puis ils se croisent les bras et ils attendent que les investisseurs appellent. Puis ils attendent. Puis ils attendent. Comme dans le dernier mandat libéral, lorsque l'investissement a chuté au Québec de presque 20 %. Nous, on n'attend pas. Nous, on est actifs. L'an dernier était une année record pour l'investissement étranger au Québec. Cette année, on bat notre record. Grâce à des outils comme la SGF. Nous, du Parti québécois, on est d'accord pour dire que la fameuse « main invisible » du marché est la plus grande productrice de richesse qui existe. Mais on pense qu'il ne faut pas la laisser seule. On pense qu'il faut aussi une « main fraternelle » qui vienne non seulement arrondir les angles et se préoccuper de la qualité de la vie, mais qui vienne aussi aider l'économie. Nous avons mis sur pied les Carrefours jeunesse emploi, un peu partout au Québec. Déjà, ils ont aidé 1000 jeunes à démarrer leur entreprise. Je me souviens du temps où un groupe de jeunes idéalistes de Baie-Saint-Paul sont venus voir René Lévesque avec un projet un peu particulier. Ils avaient l'air un peu flyés. Monsieur Lévesque n'était pas un néolibéral, c'était un social-démocrate. Alors il les a aidés à démarrer. Vous en avez peut-être entendu parler, de ces jeunes-là. Leur entreprise s'appelle: le Cirque du Soleil.

Aujourd'hui, c'est la deuxième entreprise de cirque en importance au monde. À la fin des années 60, il y avait une entreprise de taille moyenne au Québec, au moment où on construisait le métro à Montréal. C'était le temps de la Révolution tranquille. L'État québécois est allé voir l'entreprise et lui a dit: tu devrais embarquer là-dedans, les métros et les trains. L'entreprise n'était pas certaine. Elle a hésité. Puis finalement, elle a fait le saut. Vous en avez peut-être entendu parler. Ça s'appelle Bombardier. Aujourd'hui un des plus grands producteurs de matériel roulant au monde. Ils vont même créer des emplois en Ontario... L'Ontario n'a pas dit non! Ce qui est de plus cocasse dans le Plan Harris-Charest, c'est qu'ils le présentent comme si c'était nouveau.

Mais c'est la vieille recette néolibérale des années 80. Ils nous proposent un bond en arrière, dans le passé des Margaret Thatcher et des Ronald Reagan. Nous, du Parti québécois, on est le parti de la concertation, des sommets, des partenariats entre les patrons, les syndicats, les groupes communautaires, les jeunes et les aînés. On est en train de réussir à éliminer notre déficit – ça a été difficile – mais on l'a fait sans rupture sociale, par la voie du rassemblement et de la négociation. Nous sommes en train de mettre sur pied, dans chaque localité, un instrument de concertation local pour que les gens puissent prendre en main, chez eux, leur développement économique et social. Les libéraux veulent abolir tout ça. Finie la concertation. Comme Reagan, comme Thatcher et comme Harris, ils veulent une collision frontale avec les syndicats, avec les groupes communautaires, avec les jeunes. Et en prenant exemple sur l'Ontario, ils nous promettent des temps difficiles.

En Ontario, ces quatre dernières années, il y a eu quatre fois plus de conflits qu'au Québec, quatre fois plus de jours perdus pour des lock-out et des grèves, quatre fois plus de chicane, quatre fois plus de tension et de division. Nous, du Parti québécois, on sait que notre capacité de concertation au Québec est un avantage sur nos concurrents, pas un boulet. On sait que plus les Québécoises et les Québécois ont leur mot à dire sur leur développement, plus ils sont mobilisés, et plus ils sont gagnants, économiquement et socialement.

C'est pourquoi, dans cette campagne, nous ne proposerons pas plus d'État ou moins d'État, nous proposerons mieux d'État: nous voulons que les femmes et les hommes du Québec, les jeunes en particulier, aient leur mot à dire sur leur développement. Nous poursuivons notre aide aux réseaux qui forment le tissu social du Québec : l'aide à l'action communautaire autonome et à l'économie sociale. Nous proposons le renforcement des Carrefours jeunesse emploi que nous avons créé, et celui des Centres locaux de services communautaires, des services à domicile. Nous reconnaissons un rôle accru aux parents et aux étudiants dans les écoles. Nous voulons un État moins bureaucratique et moins centralisé, un État plus proche du citoyen et de la citoyenne. Le choix électoral est clair parce que nos adversaires proposent exactement le contraire. À l'exception de certaines dépenses en santé et en éducation, leur programme propose, et je cite: « de geler, pendant quelques années, les dépenses de programmes ». Avec cette petite phrase, ils menacent de geler tout le domaine de la solidarité québécoise au grand complet. Déjà ils mettent en cause le programme actuel des garderies à 5 \$ qui est notre plus grand acquis social de la décennie.

Nous, on veut prolonger le programme aux enfants de moins de trois ans. Les libéraux, avec leur gel, c'est certain qu'ils n'offriront pas de place de plus. Avec eux, ce serait fini les nouvelles places à 5 \$. Ils proposent le gel de la compassion. Pas un dollar de plus pour l'économie sociale. Pas un dollar de plus pour les Carrefours jeunesse emploi. Pas un sou de plus pour la lutte à la pauvreté. Rien de plus pour les services de formation professionnelle, pour l'aide à l'exportation, le tourisme, l'habitation.

En fait, c'est bien simple, avec les libéraux, une seule chose ne serait pas gelée: vos frais de scolarité! Ce serait chacun pour soi devant les forces du marché. Chacun pour soi comme dans l'Ontario de Mike Harris. Et partout, avec le Plan Harris-Charest, ce serait la privatisation de l'État. Dans les administrations de la santé, en éducation, dans les municipalités, comme en Ontario, de façon dogmatique, ça serait la porte ouverte à la recherche du profit. C'est la logique néolibérale. Le pire, c'est que Jean Charest veut faire un énorme cadeau à la grande entreprise. Maintenant qu'on a réparé les erreurs du dernier gouvernement libéral, qu'on est à la veille d'éliminer le déficit et que les premiers surplus vont apparaître, il propose de prendre les fruits de notre effort collectif et d'en donner 2 000 000 000 \$ en 5 ans à la grande entreprise pour éliminer, sans contrepartie, la taxe sur le capital. Alors que notre fiscalité des entreprises est déjà très compétitive en Amérique du Nord. Finalement, pour Jean Charest c'est : non aux jeunes familles, non aux garderies à 5 \$, mais oui à l'abolition de la taxe sur le capital. Nous du Parti québécois et – je le pense sincèrement – nous au Québec, on ne marche pas là-dedans. Et pour reprendre une expression aujourd'hui populaire en Europe, on peut résumer notre position en une phrase: Nous disons Oui à l'économie de marché, nous disons Non à la société de marché.

Le gouvernement du Parti québécois, social-démocrate et soucieux d'emploi et de croissance, veut faire entrer le Québec dans le troisième millénaire avec l'attitude moderne et équilibrée qu'adoptent maintenant plusieurs autres grandes démocraties avancées, comme en Angleterre, en Allemagne et en France. Là, comme ailleurs, le néolibéralisme et l'abandon aux lois du marché sont rejetés avec force par des citoyens qui veulent reprendre le contrôle de leur vie. Le Québec que nous construisons fait partie de ce mouvement moderne, nous voulons une société où les citoyens, pas les capitaux, prennent les décisions. Nous voulons une société de la convivialité, du tissu communautaire, de l'aide aux jeunes, aux familles et aux entrepreneurs. Dans notre prochain mandat, nous n'allons pas dépenser

l'argent que nous n'avons pas. Avec les surplus qui vont apparaître – avec de l'argent gagné, pas de l'argent emprunté sur votre dos – on réduira l'impôt des particuliers. Nous allons consacrer plus d'un dollar sur deux des surplus pour soulager les jeunes familles en particulier et réduire leur impôt. Et presque un dollar sur deux des nouveaux surplus sera réinvesti dans la santé, dans l'éducation, pour les familles et l'emploi.

On a beaucoup de pain sur la planche. Il faudra améliorer les barèmes de la sécurité du revenu, lutter plus efficacement contre la violence faite aux femmes, rehausser les ressources pour la protection de la jeunesse. Il faut reconnaître les droits des conjoints de même sexe – nous avons déposé hier un avant-projet de loi sur la question pour démontrer clairement notre volonté d'agir. Il faut légiférer rapidement pour faire reculer les « clauses orphelins » et redresser les biais qui se sont installés dans la société depuis 20 ans et qui réduisent la place des jeunes plutôt que de l'élargir. Maintenant que nous avons ni plus ni moins sauvé, ensemble, l'État québécois de la faillite; Maintenant que nous avons mis un terme, ensemble, à la spirale des déficits qui allait endetter votre génération; Maintenant que nous avons fait en sorte, ensemble, que le régime des rentes garantisse la retraite des jeunes autant que de leurs aînés; Maintenant que nous avons pris une série de mesures pour réduire, ensemble, l'endettement étudiant; Maintenant que nous avons réparé, nous allons pouvoir construire encore mieux, ensemble.

Et moi, ce que je veux construire c'est le Québec de l'an 2000, le Québec de la jeunesse. Et je veux mettre toute la société québécoise devant un impératif essentiel : comment mettre la jeunesse au centre de notre action, au centre de nos réformes. Pour ce qui concerne l'État employeur, nous allons tout de suite corriger des choses : le gel des échelons qui a touché les jeunes enseignants, par exemple, c'est terminé. Il n'en est plus question. La situation des occasionnels dans la fonction publique sera améliorée, c'est certain. Et nous voudrions, avec les étudiants, les enseignants et les recteurs, rénover l'université québécoise pour qu'elle contribue plus que jamais au développement du Québec. Le monde universitaire est une de nos plus grandes richesses. C'était vrai hier, ce l'est encore plus aujourd'hui, alors que le savoir devient le moteur de notre richesse collective. Le dynamisme du Québec de l'an 2000 repose sur la capacité de l'éducation supérieure de faire plus de recherche et de développement, d'innovation scientifique et technique.

Notre présence, demain, sur les marchés étrangers comme dans les grands débats intellectuels et les réseaux de recherche dépend de la capacité de nos universités de donner à des générations de Québécoises et de Québécois le goût d'inventer. Pour y arriver, il faudra d'abord, comme je l'ai dit récemment à l'Université du Québec à Chicoutimi, mettre un terme à la précarité du financement des universités. Une partie des surplus budgétaires à venir sera donc, c'est certain, consacrée à l'éducation supérieure et à l'université. Et ce réinvestissement aurait pu débiter dès cette année, si le gouvernement fédéral n'avait pas confisqué 2 500 000 000 \$ pour les consacrer aux inutiles bourses du millénaire.

Je veux profiter de l'occasion et remercier sans équivoque les recteurs, les organisations syndicales et les fédérations étudiantes pour l'extraordinaire coalition qu'ils ont organisée depuis un an afin de rapatrier notre juste part des bourses de Jean Chrétien. Ce combat n'est pas terminé, et nous avons besoin d'un nouveau mandat électoral pour retourner à Ottawa, ensemble, et faire prévaloir nos droits. J'ai parlé d'un réinvestissement à l'université, notamment pour tenir compte du gel des frais de scolarité, mais il faudra aller plus loin

encore. En mobilisant l'imagination et le talent du monde universitaire, on peut faire en sorte que les budgets actuels soient nettement mieux utilisés pour rendre un service encore plus grand aux étudiants et au Québec. Ensemble, les recteurs, les étudiants et les enseignants et le gouvernement doivent déterminer comment mieux cibler le financement actuel et à venir, et se fixer l'objectif, non de suivre les nouveaux besoins sociaux et économiques, mais de les devancer. Donc, globalement, plus de ressources à l'université, et mieux ciblées. Et nous sommes tous d'accord: l'université de l'an 2000 ne peut pas être la même que l'université des années 70. C'est donc un grand chantier que nous devons ouvrir ensemble.

Plus largement, je pense qu'il faut, en tant que société et en concertation, se donner des objectifs plus ambitieux, pour le Québec et pour sa jeunesse. À l'heure où les surplus budgétaires vont apparaître, je veux que les choix et les priorités soient définis dans un dialogue entre les générations, parce que la jeunesse devra vivre avec ces choix. Forts d'un nouveau mandat électoral, nous allons modifier les lois électorale et référendaire pour que, lors des prochains scrutins, les électeurs présentent une carte d'identification au moment d'exercer leur vote. C'est une mesure de bon sens à laquelle les libéraux s'opposent sans raison valable. Dans toutes nos propositions, il y a un fil conducteur: notre volonté de faire participer les citoyennes et les citoyens, activement, à leur vie collective. À l'école, dans la localité, dans la région ou dans des grands débats nationaux, nous, Québécoises et Québécois, ne voulons pas être des spectateurs inactifs. Nous ne voulons pas subir le changement. Nous voulons le maîtriser, le diriger. Et nous voulons construire ici une société différente, originale, à notre image. Au fond, on comprend bien que nos adversaires ne veulent pas que les Québécois soient différents. Jean Charest, Mike Harris et Jean Chrétien voudraient que le Québec soit une province comme les autres – de préférence comme l'Ontario de Mike Harris. On dirait que ça les dérange, que le Québec soit différent. On dirait que ça les dérange qu'on fasse les choses autrement. On dirait que ça les dérange qu'on soit plus solidaires que les autres. On dirait que ça les dérange qu'on soit des Québécois.

Alors c'est bien simple, au fond: Jean Charest a choisi l'Ontario, moi, comme vous, je préfère le Québec!

Merci!